

67

# A.P.L. Loire - océan

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération  
Nantes - Anjou - Vendée - Sud-Bretagne

AGENCE DE PRESSE LIBÉRA-  
TION - 14 rue de Bretagne  
75003 Paris.

Directeur Maurice Clavel.  
A.P.L.

Le numéro : 1 franc.

bureau régional Nantes  
"Librairie 71". 29 rue  
Jean Jaurès.

La reproduction et l'utili-  
sation des informations de  
l'Agence sont entièrement  
libres.

Abonnements les 12 numéros  
(soit 3 mois environ)  
10 francs minimum. (chèques  
ou chèques à l'ordre de la  
"Librairie 71".

Abonnement de soutien : 15  
ou 20 francs.



## S O M M A I R E

=====

- 1 - Agenda
- 2 - Manifestation Chili
- 3 - Court-circuit - Péderneec
- 4 - La Bugalière Orvault
- 5 - Nantes : SAY  
Ste-Luce : transports en commun
- 6 - 21 Février : journée mondiale : lutte contre l'impérialisme
- 7- St-Nazaire : régionalisation
- 8 - Fougères : manifestation des paysans.
- 9 - Revue de presse
- 10-IMP La Bodinière
- 11-Trignac : SEMM

## - A G E N D A -

=====

### NANTES -

- meeting FEANF 22 Février
- presqu'île à vendre : 27/2 MJEP de Rezé
- Gala des objecteurs : 27/2 (Servat -Loquais)
- projection du film "Camarde" ciné-club Unef

### SAINT-NAZAIRE

- Soutien breton : Vendredi 22 , 21 H - Fraternité protestante
- MJEP ; Cinéma : "La mère de Podoukine" le 27/2  
Conférence - débat : la sexualité : 23/2  
Cinéma : "Le sexe au bûcher" : 2/3 : 23H30  
ou "le traite de chasteté de Monseigneur Bouvier destiné  
auxjeunes prêtres en 1823

### REZE

- Presqu'île à vendre : 6 Mars;

-----  
=====



**POMPIDOU ACCUEILLE A PARIS  
L'AMBASSADEUR de la JUNTE CHILIENNE !**

suppl. à Chienlutt n° 2 dir.

En Chili, malgré le silence de la grande presse,

**LA REPRESSION CONTINUE !**

- Plus de 500 000 travailleurs ont été licenciés pour des motifs politiques depuis le coup d'état. Ils sont réduits à la mendicité.
- Massacre des indiens mapuches du sud du Chili.
- Exécution des "meneurs" dans les mouvements de grève (100 travailleurs ont été fusillés à Santiago après la grève du métro)

En même temps la répression se fait de plus en plus systématique et violente contre les militants politiques et syndicaux. Le 14 décembre, un des dirigeants les plus importants de la résistance Bautista Von Schowen, membre de la direction politique du MIR, était arrêté au cours d'une tâche militante. Il a été atrocement torturé par la junte et son assassinat est imminent.

**Et pourtant la résistance s'organise !**

L'opposition à la junte se développe. Elle prend la forme, par exemple du ralentissement des cadences de travail ou d'un absentéisme grandissant des travailleurs. Les organisations des travailleurs chiliens, passées dans la clandestinité, se réorganisent et préparent le renversement de la junte.

C'EST POURQUOI, DEVANT CES DIFFICULTÉS CROISSANTES, LA JUNTE CHERCHE UN SOUTIEN INTERNATIONAL, MONÉTAIRE ET POLITIQUE ;

ELLE ENVOIE AINSI EN FRANCE UN AMBASSADEUR DE CHOIX :

Fernando Villareal, directeur du journal d'extrême droite El Mercurio, expression du Parti National fasciste, et qui, depuis 6 mois, mène une campagne systématique de délation contre tous les militants de gauche.

**Nous ne pouvons pas tolérer la présence en France de l'ambassadeur**

**assassin**, complaisamment accueilli par un gouvernement français qui a été le 4<sup>e</sup> gouvernement à reconnaître la junte chilienne, 48 heures après le coup d'état !

**Nous appelons à manifester à Nantes ce samedi 23 février**

- comme dans toutes les villes de France,
- comme à Paris où les manifestants anti-fascistes marcheront vers l'ambassade du Chili, et quelles que soient les décisions que puisse prendre Monsieur Marcellin !

- o pour chasser l'ambassadeur assassin
- o pour dénoncer la complicité du gouvernement français
- o pour la libération des prisonniers politiques
- o avec la lutte révolutionnaire du peuple chilien

Nous appelons toutes les organisations politiques et syndicales à soutenir cette manifestation!

**MANIFESTATION** Samedi 23 fév  
15h Place des volontaires de la défense passive (Prisunic)

Comités de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien (étudiant, Bourdonnières-Lyons, Bivalve) Comité de la rue Dauterive Comité de Bellebeule Comité de Brémontellon



NANTES : parution d'un supplément régional à "LIBERATION".

Comme annoncé dans le n° 66, un supplément régional au quotidien "Libération" paraît à Nantes. Dans le n° 2 du 18 février, l'éditorial dit :

"Le journal, qui l'écrit ? Pour le départ du journal, un noyau de personnes bénévoles qui ont toutes un métier, qui avaient envie de s'exprimer et de donner la possibilité matérielle aux autres de le faire, qui espèrent permettre à chacun d'en faire autant.

"Qu'écrit-on ? A partir de notre vie, de nos soucis, de nos expériences, des choses qui nous touchent de près ou de loin, qui nous énervent ou qui nous passionnent. Bref, tout ce qui nous concerne.

"Qu'attend-on des lecteurs ? Qu'ils ne se contentent pas de lire, ( comme pour n'importe quel journal ) on voudrait que " Court-Circuit" devienne un grand courrier des lecteurs.

"Le local : comment l'a-t-on eu ? Qui l'a aménagé ? Tous les copains qui savaient faire quelque chose d'utile y sont venus. Le propriétaire, d'accord avec l'idée du journal, nous laisse la disposition des locaux.

"A quoi sert-il ? Pour l'instant il ne nous sert que de salle de réunion, mais on aimerait en faire autre chose : un lieu de rencontre, d'informations ; ça peut aussi être un lieu où on se retrouve pour décider de faire quelque chose, ailleurs.

"Les permanences : qu'y fait-on ? On attend les coups de téléphone (parce qu'on l'a !) pour des contacts, des informations, des suggestions, des petites annonces .....

"Faites par qui ? Toujours le même noyau qui assure tous les jours les permanences en éclatant ( on en fait chacun une par semaine ) ; on espère que le noyau va s'agrandir on ne les fera plus qu'une fois tous les quinze jours ( ou tous les mois )!!.....

(Libération, 51 rue de la Montagne, Nantes, tél. 46.24.94)

PEDERNEC : nouvelle paye ouvrière ( A.P.L. PAYSANS du 16. 02. 74 )

Lundi 11 février, au cours de l'assemblée générale, les grévistes des établissements Doux à Pédernec se sont distribués une nouvelle paye sauvage de 350 F par personne. Ils ont commencé à faire le point sur les résultats de l'opération "Poules". Les premiers éléments confirment son succès (à Rostronen, Brest, tout a été écoulé....). Le mardi 13, une projection de films sur Lip était organisée sous le chapiteau de Traou-an-Dour, P.C. des grévistes. Par ailleurs, les grévistes ont organisé un bal au même endroit le samedi 16. Du côté du médiateur nommé par le préfet, rien de nouveau. Il a rencontré lundi les délégués des grévistes et a annoncé qu'à la fin de sa mission il transmettrait ses recommandations au préfet.

PEDERNEC : les grévistes renouvellent l'opération "Poules" ( A.P.L. BRETAGNE, 16.2)

Les grévistes de Pédernec se sont retrouvés vendredi matin, 15 février, à 6 heures dans un lieu abandonné pour renouveler l'opération de la semaine dernière. Il y a eu des problèmes d'approvisionnement. Ils n'ont eu que 500 poules et 80 dindes, par contre la mobilisation était plus importante; ils étaient presque au complet sauf ceux du piquet de grève.

Le rythme de travail fut moins dur et la journée se termina vers 16 heures. Les comités de soutien ont pris livraison le soir du stock de volailles.



Le samedi 16 Février , une centaine de parents d'élèves accompagnés de leurs enfants ont occupé la cour du groupe scolaire ( tout neuf ) . Les enfants brandirent des pancartes où l'on pouvait lire : "on veut des maîtres" , " je ne veux pas prendre le car" , " En 74 , la Bugallière complet, Orvault complet , irons -nous à La Chapelle sur Erdre? " , " pas que des classes pour les bourgeois " . L'inspecteur primaire est venu en fin de matinée sans apporter aucun élément nouveau. Une telle manifestation pourrait surprendre dans un quartier en construction où l'école vient juste d'être terminée.

En réalité : alors que la moitié seulement du lotissement est terminé ( 3500 habitants en perspective ) - la maternelle est déjà saturée : on ne prend plus aucun enfant jusqu'à la rentrée 74 eût-il 5 ans passés. C'est sans doute cela l'extension de la préscolarisation !

- dans les classes primaires , il reste quelques places ( 15 ) dans certaines sections , alors que les autres sont surchargées, ( 39 en CE 2 ) Les enseignants avaient ainsi décidé de changer deux fois les élèves de section suivant les places disponibles , afin de ne pas ouvrir de classes supplémentaires.

Les parents s'y sont opposés d'autant que dès la rentrée de Pâques , toutes les classes seront saturées. Que faire alors ? Cela paraît simple, puisque contrairement à la maternelle , il reste des locaux : nommer des maîtres , ouvrir une nouvelle classe. Réponse de l'inspecteur d'académie : pas question , les enfants en surnombre prendront le car, et partiront qui à Orvault, qui à la Solentine; et tant pis pour les parents qui auront trois enfants dont chacun ira à une école différente. De surcroît , la municipalité d'Orvault refuse et c'est normal de payer un transport scolaire dans ces conditions.

Alors ? Les enfants feront-ils 6 ou 7 km à pied par jour, ou les parents devront-ils conduire leurs enfants en voiture.

Alors que - des classes sont vides à La Bugallière  
- des maîtres sont en chômage dans tout le département

A la rentrée 74 , les locaux actuellement vides seront à leur tout trop étroits. La construction d'un autre groupe scolaire s'impose . A la Préfecture , on refuse les crédits pour cette construction sur avis défavorable de l'Inspection Académique. ( il faut noter à ce propos le rôle du Home Atlantique, qui continue à remplir les logements en disant aux parents qu'il n'y a pas de problème pour l'école . De ce fait, les parents n'inscrivent pas leurs enfants à l'avance et les cotes d'ouvertures pour 74 ne sont pas atteintes sur le papier alors que chacun sait qu'elles le seront largement.

Réponse de l'inspecteur primaire ( humoristique sans doute ) " Vous pouvez toujours ouvrir une école privée ". Devant une situation aussi inadmissible , les parents ont décidé de continuer leur action jusqu'à satisfaction des revendications ci-dessous:

- ouverture de classes au fur à mesure des besoins à La Bugallière
- refus de changements de classes et de maîtres
- refus du transport scolaire à Orvault bourg ou à Selentine
- ouverture du deuxième groupe scolaire à la rentrée 74

Ces revendications ont été remises à l'inspecteur samedi dernier 16 février .

( Correspondant )



5

NANTES : menaces de fermeture de la raffinerie-papeterie Béghin-Say ?

(APL 20 / 2) Le mercredi 20 février s'est tenue une réunion d'information du personnel de la Papeterie. Les délégués CFDT y ont fait part des projets de la direction et de leur inquiétude quant à l'avenir de l'entreprise, Raffinerie-Papeterie à Nantes, à plus ou moins long terme.

Dans l'immédiat, la direction entend mettre en place le système des 4 x 8 à la Papeterie (marche continue de l'usine toute l'année, 4 arrêts seulement aux congés payés à Pâques, le 1<sup>er</sup> mai et à Noël, le personnel travaillant une fois sur quatre etc..) La Papeterie accroîtrait ainsi sa production (la demande est forte actuellement), et pourrait dans une certaine mesure pallier le déficit de la Raffinerie (80 millions).

Mais il n'est pas certain que le personnel accepte les nouvelles conditions de travail. Il doit se prononcer le jeudi 21 par référendum. Le "patron" François Béghin a menacé de fermer la Raffinerie - et probablement du même coup de la Papeterie - si les travailleurs refusaient les 4 x 8. "C'est cela ou on ferme".

De toutes façons, la CFDT est persuadée qu'à plus ou moins long terme il y aura fermeture de l'usine de Nantes, les coûts de production du sucre étant trop forts lorsque la canne à sucre est importée, comme c'est le cas ici ; inquiétude confirmée par la politique des investissements de la société Béghin-Say, actuellement en pleine réorganisation (les sociétés Béghin et Say viennent de fusionner). Le groupe créé à une usine à Connantre, mais en supprime une à Coulommiers, et n'investit pratiquement plus dans les raffineries portuaires (Nantes, Bordeaux, Marseille).

Une fois de plus, les travailleurs risquent de faire les frais de la gestion capitaliste de l'économie. Affaire à suivre ...

SAINTE-LUCE : l'action continue sur les transports en commun.

(APL 20/2) Tous les Lucéens préoccupés par le manque de transports en commun desservant Ste-Luce sont invités à la nouvelle réunion qui se tiendra le vendredi 22 févr. à 20 h 30 à la salle municipale de Ste-Luce. En effet, après la première réunion du 15 février (voir APL n° 65) à l'initiative d'un groupe de Lucéens concernés et de l'Association Populaire Familiale (APF), il se confirme que la question est importante. Il a été décidé de lancer une enquête auprès des usagers pour mieux connaître leurs besoins et leurs souhaits, ce sera la principale question de l'ordre du jour.

Les premières démarches faites depuis plus d'un mois auprès des autorités responsables, administration, compagnies de transport, montrent que même si des premiers résultats peuvent bientôt être obtenus, l'action risque d'être assez longue.

L'essentiel est de faire connaître les besoins et les souhaits de la population, chose dont on ne semble guère se soucier du côté des responsables des transports. A cet égard, la période actuelle marquée par la hausse du coût du carburant fait mieux apparaître qu'une priorité doit être accordée aux transports en commun.

Cette réunion devra permettre aussi de mieux s'organiser, de telle sorte que le maximum de Lucéens participent à cette action, chacun selon ses possibilités.



21 FEVRIER , JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME.

L'impérialisme domine et opprime une grande partie de la population mondiale , à savoir le prolétariat des pays à capitalisme avancé et un grand nombre des peuples du monde ; les peuples d'AFRIQUE, d'ASIE d'AMERIQUE , et de l'EUROPE.

EN ASIE:

--- Les peuples Vietnamiens et Laotiens ont remporté une grande victoire militaire suivie de la signature des accords de PARIS en Janvier 1973 . Mais l'impérialisme américain ne s'est pas déclaré vaincu . Quelle est la position actuelle du peuple Vietnamien sous la direction du G.R.P. face à la violation des accords par le fantôme THIEU?

AU CAMBODGE :

--- Malgré l'intensification de l'intervention militaire américaine , le peuple KMER a donné un coup décisif à l'impérialisme en libérant plus de 90% de son territoire. La phase finale de la lutte approche .

En AMERIQUE LATINE :

--- La réaction triomphe momentanément au CHILI , mais la Résistance populaire armée s'organise .

AU MOYEN ORIENT :

--- La lutte héroïque du peuple Palestinien contre le régime sionniste d'Israel tête de pont de l'impérialisme américain a connu un soutien de taille , par la guerre du 6 Octobre , de l'ensemble des peuples Arabes .

Quel genre de paix propose t-on aux Palestiniens ?

La Résistance Palestinienne acceptera - t-elle piège de Genève ,?

EN AFRIQUE NEOCOLONISÉE :

--- En AFRIQUE, du nord au sud , les forces progressistes conscients de la domination impérialiste engagent des luttes de résistance et battent en brèche l'autorité des dictatures néo - coloniales et féodales parsemée par l'impérialisme international ou gouvernant sous sa bénédiction (Maroc , Congo , Cameroun , Ouganda, Niger , etc .....)

Devant cette situation , les valets de l'impérialisme ont entamé des politiques de réformes diverses ( revision des accords décolonisation des terres au Maroc , etc,) afin d'étouffer les justes aspirations des masses populaires qui par ailleurs en sont à la lutte armée( au Tchad et en Erythée ).

EN AFRIQUE SOUS DOMINATION COLONIALE :

--- Les peuples d'Angola et de Mozambique continuent leur combat héroïque contre le colonialisme fasciste portugais et ses alliés de l'OTAN ..

Les peuples d'AZANIE et de Namibie et de Zimbabwe mènent pour leur part une lutte active de résistance contre la domination des cliques racistes de IAN SMITH et Voster.

Au terme de 10 années de lutte , le peuple de Guinée Bissao sous la direction du PAIGC , a libéré la majeure partie de son territoire et proclamé l'INDEPENDANCE le 24 Septembre dernier .

Sans nul doute , cette victoire constitue un exemple pour les peuples opprimés et témoigne de l'avance irrésistible de la Révolution mondiale.

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES OPPRIMÉS CONTRE L'IMPERIALISME LE COLONIALISME ET LE NEOCOLONIALISME  
LES PEUPLES OPPRIMÉS VAINCRONT..

=====

Tous au meeting du 22 Février 74 à l'appel de la FEANF- L'OESF - L'UNEM --  
L'ASEC à FRESCHE -BLANC à 20H 30..



7

ST NAZAIRE

"REGIONALISATION "ET REPRESSION SONT ELLES LES SOLUTIONS AUXPROBLEMES DES MINORITES NATIONALES ?

"Si les Bretons ont le sentiment que le système économique les condamne, qu'il prépare pour la vieille Armorique à la vitalité jadis débordante , le sort d'un parc naturel entretenu pour la satisfaction du touriste de passage , la protestation prendra des formes imprévisibles et destructives "

René Pleven

Les faits:

Mise enplace autoritaire d'assemblées régionales sans représentativité et sans pouvoirs réels , composées pour une part de notables , à qui Pompidou demande de se taire dans son discours de Poitiers . Et pendant ce temps , pour faire taire les aspirations régionales : 5 militants autonomistes devant la cour de sûreté de l'Etat .

4 organisations autonomistes dissoutes .

1 nouveau mort , victime de la répression policière à la Martinique .

Des minorités existent dans les territoires d'administration française , ( Pays Basque , Catalogne , Occitanie , Corse, Bretagne ) . Ces peuples , ayant du fait de leur existence même et de leurs particularismes ( économiques , culturels ..... ) des problèmes particuliers , il est nécessaire d'apporter des solutions particulières .

L'Etat français est le seul avec l'Espagne de Franco et la Grèce fasciste à nier l'existence de minorités nationales sur son territoire , et les droits auxquels celles - ci peuvent prétendre .

Il ne s'agit pas d'un combat anachronique , c'est à dire que:

nous ne voulons pas isoler les travailleurs des minorités de l'Hexagone des autres travailleurs.

nous ne voulons pas faire une défense passéiste des langues et des cultures .

nous ne voulons pas recréer chez les peuples des minorités nationales un pouvoir du type que celui que nous subissons actuellement .

Au contraire notre but est le respect de la langue et de la culture dans une optique d'épanouissement individuel et collectif , en réalisant la prise de pouvoir des travailleurs de toutes les minorités , par la lutte contre le centralisme de l'Etat Français , et contre les sociétés capitalistes locales , régionales et multinationales .

Parmi les organisations dissoutes , toutes ne partagent pas ce point de vue . L'histoire dira si les actions de certaines d'entre elles ( plasticages notamment ) favorisant ou non la solution que nous souhaitons , quoi qu'il en soit, nous sommes solidaires des militants emprisonnés , ou pourchassés , et nous invitons les travailleurs à prendre part à notre combat et à contacter le comité de soutien..

Comité d'Action Breton - PSU - Stourm Breiz .

Prochaine réunion du Comité de soutien de SAINT NAZAIRE  
le VENDREDI 22 Février à 21H .

à LA FRATERNITE PROTESTANTE. Rue de l'Ile de France  
à Saint Nazaire.

=====



FOUGERES : 20 000 agriculteurs manifestent. La manifestation se termine par une intervention des CRS et des gardes mobiles devant la sous-préfecture.

(APL Bretagne 15/2) Plus de 20 000 agriculteurs venus de l'Ile-&-Vilaine, de la Manche, de la Vendée, de la Haute et Basse Normandie, des Pays-de-Loire et des Deux-Sèvres ont manifesté dans les rues de Fougères à l'appel des sections syndicales FDSEA, CDJA et MODEF. Les fédérations du Finistère, Morbihan, Loire-Atlantique et une partie des Côtes du Nord ont refusé de s'associer à cette journée, ils manifesteront le 18 à Guingamp.

Ils manifesteront pour obtenir une revalorisation des prix agricoles, notamment les prix de la viande et du lait. Auparavant, ils avaient expliqué dans un meeting en plein air sur la place de l'ancien Champ de Foire qu'ils "manifestaient pour faire pression sur les négociateurs, ministres de l'agriculture du Marché Commun qui doivent se réunir aujourd'hui".

Auparavant, ils avaient expliqué que "avec l'augmentation des charges, ils ne pouvaient plus tenir ; ils ont démontré l'incohérence de la politique des prix agricoles, qui, ayant fixé les prix d'intervention en 1973 très en-dessous du prix du marché, n'a freiné en rien l'effondrement des cours..."

Destructeurs précédaient la manifestation ; dans ceux-ci on trouvait des veaux qui avaient chacun autour du cou le nom d'un ministre de l'agriculture. Le cortège imposant s'est déplacé pendant 2 heures dans les rues de Fougères ; à plusieurs endroits, des voitures hauts-parleurs expliquaient la situation agricole ; des manifestants reprenaient "Chirac au poteau", "Vos cours flambent, nos prix baissent", "Pompidou des sous".

La manifestation est passée devant la sous-préfecture ; vers le milieu de la manifestation, un groupe important voyant les volets fermés a commencé à jeter quelques pierres. Les manifestants qui suivaient se sont arrêtés. Certains, à l'aide d'une poutre ont enfoncé le portail central. Les CRS sont alors sortis de derrière la sous-préfecture où ils étaient massés, ils se sont mis en position devant celle-ci. Ils ont été accueillis par des jets ininterrompus de pierres, pavés, bouts de bois aux cris de "nazis, fascistes, CRS SS".

A 15H40 Les CRS et les Gardes Mobiles chargent le cortège qui continuait d'arriver ; des grenades pleuvent sur les manifestants qui refluent, ils coupent le cortège en 2, mais une partie des manifestants reviennent à la charge, les CRS sont alors pris en sandwichs et refoulés dans la cours de la sous-préfecture. A l'aide de cordes, certains commencent à arracher toutes les grilles de la sous préfecture. A l'aide de cordes certains commencent à arracher toutes les grilles de la sous-préfecture, d'autres, à l'aide de barres de fer enlèvent les socles en pierre, d'autres à l'aide de lance pierres envoient toutes sortes de projectiles sur les CRS, ainsi que sur la maison de gardiennage.

Lorsque la dernière grille est arrachée et que les manifestants pénètrent dans la cour de la sous préfecture, les CRS chargent à la grenade offensive, la charge est extrêmement violente et ils font dégager la rue.

A partir de 15 H 5, ils y restent prêts à intervenir de nouveaux, le face à face dure jusqu'à 17 H 30.

Plusieurs manifestants ont été blessés par les jets de grenade, une dizaine de crs ont également été blessés. Il y a eu quelques arrestations.

Il est à noter que les CRS ont laissé arracher les grilles avant d'intervenir. Parmi les personnes qui ont attaqué la sous-préfecture quelques unes portaient une cocarde tricolore.

Certaines reprenaient la Marseillaise. Le début du cortège s'est réuni sur le champ de foire et s'est dispersé dans le calme, ils ont su après que les CRS avaient chargé dans le milieu de la manifestation. (celà en prouve l'ampleur).



ENTREPRISES

9

Jeudi 14 Février

- Les travailleurs de la SEMM manifestent à l'entrée des chantiers de l'Atlantique pour informer leurs camarades sur leurs problèmes : licenciement de 163 intérimaires, réduction de 40 H de travail à 32 H sans compensation de salaire
- Débrayage à la sicoma (négoce de matériaux)  
Les travailleurs de la SICOMA, les ouvriers et caristes du secteur Nantes ardoises ont débrayé le mardi 12 février devant les atteintes de plus en plus nombreuses portées aux droits des travailleurs.

Vendredi 15 Février

- Des activités de remplacement pour la SEMM de TRIGNAC ?  
Une réunion a eu lieu entre la CGT - CFDT et le commissaire à l'industrialisation. Il a affirmé que des contacts avaient été pris avec les pouvoirs publics afin d'orienter les activités de la SEMM vers d'autres productions.
- Rencontre entre le personnel des Tricotages de Belligné et le syndic  
qui a confirmé les propos du sous-préfet, à savoir un espoir sérieux de reprise. Toutefois, rien ne semble certain.

Samedi 16 Février

- Un nouvel abattage clandestin à PEDERNEC - Pour la 2ème fois, les grévistes ont entrepris d'abattre eux-mêmes les poulets. Ils ont tué et emballé 500 poulets et 90 dindes. La marchandise a été ensuite confiée aux responsables des différents comités de soutien qui vont en assurer la commercialisation.
- Où s'arrêtera la répression syndicale ? demande la CFDT de la police  
La CFDT fait état de la mutation d'un jeune délégué CFDT à cause de son action syndicale. Elle craint la suppression pure et simple du droit syndical dans certains secteurs. Elle rappelle par exemple : en 1968 suppression du droit de grève dans la police, réglementation du droit de grève chez tous les fonctionnaires, 2 délégués des syndicats de police révoqués ces dernières années.

Lundi 17 Février

- réunion commune CFDT-syndicat de la Magistrature à CERIZAY - Samedi prochain, large réunion d'information entre les magistrats et les militants, puis conférence de presse. Thème : application du droit du travail dans la région. Il sera notamment question de tous les aspects judiciaires du conflit COUSSEAU.

Mardi 18 Février

- Manifestation des ouvriers de la SEMM à Nantes - La quasi-totalité du personnel s'est déplacé à Nantes pour faire connaître la situation de l'entreprise menacée de fermeture. La journée a commencé vers 10 H, puis les ouvriers ont pique-niqué sur la Place Royale. Ils se rendirent ensuite à la SNIAS à Bouguenais où le personnel a observé un débrayage d'1/2 H.
- Des contrats pour tous : à Laval, 6 turcs et 2 Françaises jouent leur dernière carte : la grève de la faim. Le mouvement revendicatif de 37 ouvriers turcs et des 3 Pakistanais vient de gravir un nouvel échelon : la grève de la faim depuis lundi matin. Cette action intervient au bout de 3 semaines de grève menée uniquement par des travailleurs émigrés. L'administration n'en finit pas malgré ses promesses de reclasser 13 d'entre eux. Les ouvriers estiment avoir assez attendu. La grève de la faim a pour objectif : du travail pour tous.



# L'I. M. P. DE LA BODINIÈRE : réouverture envisagée

ANGERS. — Tout le monde espère la réouverture prochaine de cet I.M.P. de La Bodinière, à Tréazé (traitement de l'épilepsie), qui fut le théâtre d'événements graves (voir O.F. des 24-26 et 31 janvier), entraînant la fermeture de l'établissement le 31 janvier dernier, le renvoi des enfants (âgés de 6 à 15 ans), dans leurs familles et le licenciement du personnel (47 employés).

Le ministère de la Santé avait dépêché sur place une inspectrice générale.

Son enquête est terminée. Vraisemblablement ses conclusions seront sous peu, rendues publiques. C'est du moins le vœu formulé par M. Foyer, le président du conseil d'administration souvent mis en cause dans cette affaire, et par le comité départemental de soutien, qui comprend des organisations syndicales (C.F.D.T., C.G.T., F.O., la F.N.M.I.P.), des partis politiques (P.S. et P.C.), des mouvements divers (Ligue des droits de l'homme, associations de parents, etc) M. Maas, le propriétaire, attend lui aussi, la solution qui sera trouvée.

## Un orphelinat du XIX<sup>e</sup> siècle

Ses méthodes éducatives pour le moins répressives (cachot, châtiements corporels, système d'écoutes...) continuent à susciter de nombreux commentaires et prises de positions.

« C'était un orphelinat du XIX<sup>e</sup> siècle », dit-on de La Bodinière, même aux alentours de la préfecture.

Mais, en Maine-et-Loire, on parle aussi beaucoup des autres I.M.P., notamment de ceux qui sont confiés à des directeurs propriétaires. On parle aussi de l'ensemble du problème de l'enfance inadaptée, de la santé et de la nécessité d'un contrôle des pouvoirs publics, pour éviter les abus, les égarements et garantir les intérêts des enfants, des parents et des éducateurs.

C'est dans cet esprit qu'un plan de réouverture de La Bodinière est actuellement à l'étude. Restent à résoudre les questions d'ordre juridique.

Mais, en intervenant près de la préfecture, des conseillers géné-

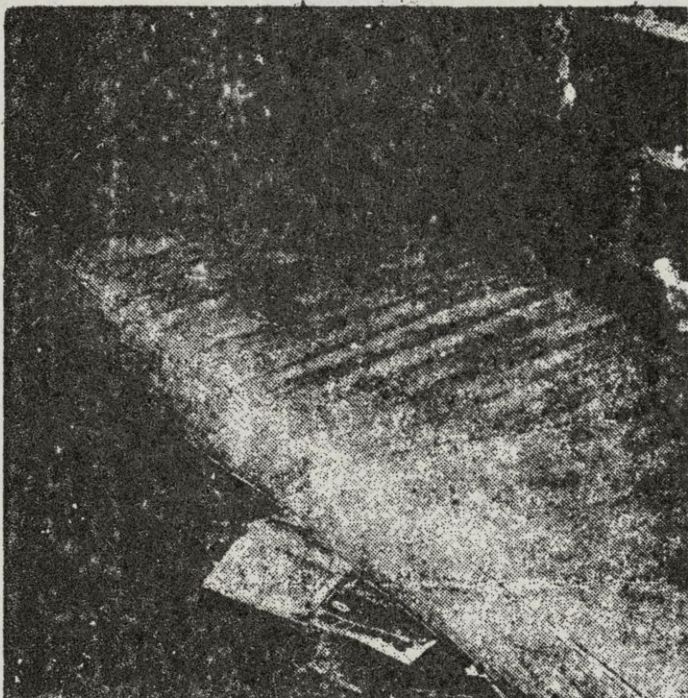
raux et de la population (diffusion de 60 000 tracts, manifestations publiques, gala de solidarité, soirées-débats, etc), le comité de soutien entend ouvrir, au grand jour, le dossier de l'enfance inadaptée, encourager et susciter le rapprochement des parents et permettre la libre circulation de l'information.

En effet, la peur de parler, la crainte de représailles sur les enfants ou le personnel, ont pu bloquer ici ou là, l'information relative aux I.M.P. Ce n'est que dans la

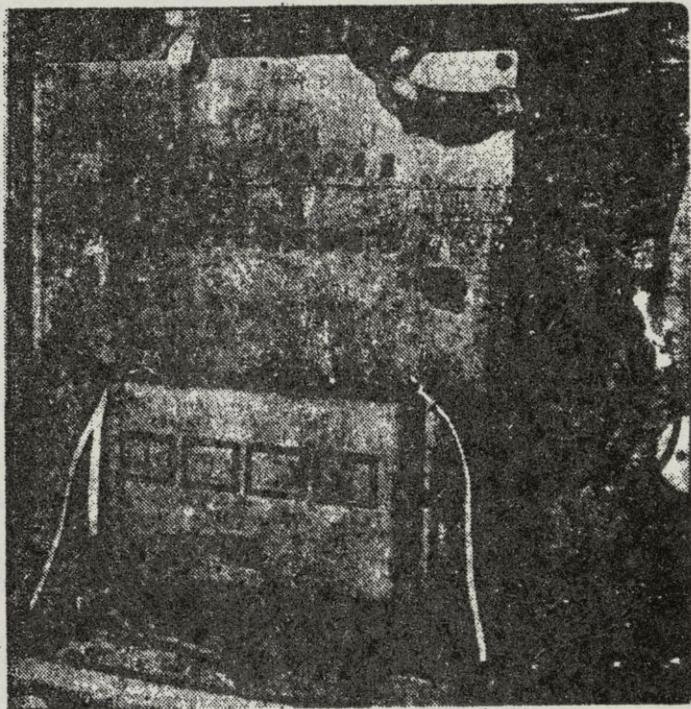
mesure où l'information se fera à ciel ouvert, que la prise de conscience du problème sera collective et entraînera des solutions de justice pour tous.

C'est là une des réflexions que suscite l'affaire de La Bodinière et à laquelle il devient urgent de répondre si l'on veut éviter qu'ailleurs, d'autres « marmites infernales » (c'est l'expression de M. Foyer), n'exploient elles aussi, en éblouissant tout aux alentours.

Guy de LIGNIERES



LE CACHOT : 2 m 50 sur 2 m 50 ; une paille et un pot de chambre. L'obscurité complète. Au-dessus de la porte, une petite trappe par où était glissée la nourriture. C'était la punition des « fugueurs » qui passaient là un séjour moyen de trois jours, trois nuits, dans le noir le plus complet. Le dernier « pensionnaire » avant le limogeage du directeur, M. Maas, était un enfant âgé de quatorze ans. Il est resté quatre jours et quatre nuits. On peut voir encore à côté de la trappe la tache provoquée par le bol de café que le garçonnet a releté dans un mouvement de colère.



LA TABLE D'ECOUTES : dissimulée dans une tapisserie du salon de M. Maas, elle permettait au directeur de savoir tout ce qui se disait dans toutes les pièces de l'établissement. Les micros étaient cachés dans les haut-parleurs qui distillaient la musique. Les conversations pouvaient également être enregistrées sur bandes magnétiques. Dans le salon de M. Maas, également : des portes secrètes, invisibles, ouvrant sur des réduits ; une cabine téléphonique insonorisée par laquelle passaient toutes les communications...









LES TRAVAILLEUSES ET  
TRAVAILLEURS DE BELLIGNÉ  
S'ADRESSENT AUX  
POUVOIRS PUBLICS

Le Personnel des ATELIERS de TRICOTAGE de BELLIGNÉ a décidé au cours de son Assemblée Générale du Vendredi 15 FEVRIER, d'adresser la lettre ouverte ci-dessous aux Maires, des Communes, du Canton, aux Conseillers Généraux, au sous-Préfet d'ANCENIS, pour attirer leur attention sur la gravité de la situation de l'emploi provoquée par la fermeture de l'entreprise et les mettre en face de leurs responsabilités.

Nantes, le 18 Février 1974.

à -Monsieur le Sous-Préfet d'ANCENIS  
-Messieurs les Conseillers Généraux  
-Messieurs les Maires de : BELLIGNÉ,  
MAUMUSSON, LA ROUXIERE, ST HERBLON,  
LA CORNOUAILLE  
et tous les Maires des Communes dont  
les Administrés sont concernés par  
la fermeture des Ateliers de TRICO-  
TAGE DE BELLIGNÉ.

Messieurs,

L'installation de l'Usine de Tricotage de BELLIGNÉ avait suscité beaucoup d'espoir parmi la population de nos cantons et particulièrement dans les Communes de BELLIGNÉ, MAUMUSSON, LA ROUXIERE, ST HERBLON et LA CORNOUAILLE. Dans une région où les problèmes de l'emploi se posent avec plus d'acuité chaque année, ce début d'industrialisation donnait aux familles la perspective de voir les jeunes trouver enfin du travail sur place.

Or, qu'en est-il aujourd'hui ? Après tout juste un an d'exploitation et ce principalement pour des erreurs de gestion, les TRICOTAGES de BELLIGNÉ ont dû déposer leur bilan et licencier la totalité du personnel. On en n'est pas arrivé là du jour au lendemain !

.../...



Cette situation était prévisible, car depuis plus de 3 mois de graves inquiétudes pesaient sur les salariés et les bonnes paroles qu'on leur prodiguait alors ne servaient qu'à masquer l'impuissance de la direction à redresser la situation. Mieux, dans ce climat d'incertitude, la direction continuait à faire des investissements créant ainsi des emplois problématiques quant à leur avenir et aggravant la situation de ceux existants.

Ce n'était un secret pour personne et pour de nombreux élus locaux, perspicaces et bien au fait des affaires, l'issue de l'entreprise ne faisait aucun doute !

Alors, pourquoi avoir attendu le dernier moment, c'est-à-dire le mois de Février pour commencer à s'occuper de l'avenir des 110 emplois en danger ?

Dans cette affaire, c'est toute la population de nos cantons qui est concernée. La suppression de 110 emplois, outre la situation dramatique dans laquelle elle plonge les salariés licenciés, net dangereusement en cause l'industrialisation naissante mais indispensable au développement de cette région du département et au maintien de la population dans nos cantons.

Une solution peut être trouvée. Il existe à BELLIGNE des locaux, des machines, des clients - Mr ROMEFORT (le Syndic) ne nous disait-il pas que les entreprises de confection avaient à l'heure actuelle plus de travail qu'elles n'en pouvaient fournir - Une main d'oeuvre qualifiée et formée. Alors que manque-t-il ? : des moyens de financement pour faire redémarrer l'usine dans de bonnes conditions. Des crédits sont prévus, des possibilités d'intervention existent. Il appartient maintenant aux Pouvoirs Publics et aux élus locaux de tout mettre en oeuvre pour assurer le maintien en activité de l'usine de BELLIGNE et les 110 emplois qu'elle procure.

La C.F.D.T., quant à elle, a pris ses responsabilités - elle a multiplié les démarches, les contacts avec la Préfecture, les élus locaux (maires et conseillers généraux) le syndic - elle a alerté la population pour que l'usine de BELLIGNE VIVE.

Le problème est actuellement entre les mains des pouvoirs publics. La population les jugerait sévèrement si, par leur manque de dynamisme, une solution n'était pas trouvée.....

TOUTE LA POPULATION LABORIEUSE EST CONCERNÉE.

SALARIES, AGRICULTEURS, NOUS DEVONS PAR NOTRE ACTION IMPOSER :  
LE MAINTIEN DES EMPLOIS A BELLIGNE.

NOUS REFUSONS DE FAIRE DE NOTRE REGION UN DESERT.

LA REGION DE BELLIGNE DOIT VIVRE.



LES TRAVAILLEURS DE LA S.E.M.N. LUTTENT POUR:

- conserver leur emploi
- garantir leur pouvoir d'achat.

Il apparait clairement que la S.E.M.N. risque à brève échéance de fermer ses portes M. Christofini P.D.G. de la S.N.I.A.S. ( Société qui est d'ailleurs l'un des deux de la S.E.M.N. ) l'a déjà déclaré publiquement.

L'INDUSTRIE DE LA CARAVANE EST CRISE! POURQUOI ?

Le pouvoir d'achat des travailleurs est sans cesse remis en cause et le blocage des salaires que le patronat et le gouvernement tentent actuellement de mettre en place va dans ce sens. Mais, quand le pouvoir d'achat est amputé, cela se traduit immédiatement par un freinage de la consommation intérieure qui porte en premier sur les biens de loisirs.

Le gouvernement sacrifie délibérément le tourisme social pour le plus grand profit des trusts de l'immobilier et des chaînes hotelières. Les restrictions de crédit complètent le tableau.

UNE DIRECTION INCAPABLE DE FAIRE FACE A LA CRISE

Elle se contente d'en faire retomber les conséquences sur les travailleurs ;

- 1/ 163 licenciements parmi le personnel intérimaire ;
- 2/ réduction de 40 à 32 heures de l'horaire de travail sans compensation de salaire .

Cette amputation de 20% des ressources va provoquer des difficultés importantes dans les foyers ouvriers .

Les travailleurs et leurs organisations syndicales n'acceptent pas de payer pour les autres .

Ils ne sont en rien responsables de la politique à courte vue qu'ont menée les Trigano , Joffres , Guillaume , Shittenhelm et consorts .....

PAS DE PERTE DE SALAIRE POUR LES TRAVAILLEURS

Cette mesure constitue une nouvelle étape dans le processus engagé qui conduit tout droit à la fermeture pure et simple de l'entreprise .

La direction n'a pas su prendre à temps les mesures de diversification notamment qui s'imposaient ; elle doit assumer aujourd'hui les conséquences de cette incapacité . Les travailleurs doivent conserver leur pouvoir d'achat .

Les travailleurs n'acceptent pas la fermeture d'une fabrique de caravanes qui fut , durant dix ans , gérée par la S.N.I.A.S ., vendue en 1971 à TRIGANO, . alors que l'elle était aux toutes premières d'une industrie des loisirs en pleine expansion , elle permit à celui - ci de réaliser durant une période des profits substantiels .

Cette vente entraine dans le cadre de des dénationalisations qui sont opérées parmi les secteurs rentables ou en expansion de notre économie .

Aujourd'hui , la S.N.I.A.S , qui demeure pourtant actionnaire de la S.E.M.M. tente de faire oublier ses responsabilités .

Les travailleurs sauront les lui faire rappeler !

Les organisations syndicales de la SEMM considèrent qu'il est urgent que soient mises en place de véritables diversifications .

De multiples démarches ont été faites près du sous préfet mais que

FONT LES POUVOIRS PUBLICS ... RIEN .

Non satisfaits de cette situation , inquiets de leur avenir , les travailleurs continueront la lutte .

Sections syndicales SEMM ; CFDT . CGT .

jeudi 15 Février 1974 .  
les travailleurs de la SEMM Trignac .  
++++ ++++++



